

# CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

## Gouverner, c'est prévoir

**Et si, demain, une vague de froid provoquait un pic de consommation d'électricité dans le Finistère ? Et si cet événement survenait au même moment qu'une crise majeure au Moyen-Orient, provoquant un arrêt des exportations de pétrole et de gaz ? Que ferions-nous à la pointe de la Bretagne sans essence ni électricité ?**

Ceci n'est qu'un scénario catastrophe improbable ? Dans les mois qui viennent sans doute, mais d'ici 4 ou 5 ans ce n'est pas si sûr. Et comme gouverner c'est prévoir, le Conseil général a réalisé un rapport sur les enjeux énergétiques dans le Finistère.

La rupture d'approvisionnement en énergies n'est pas le seul enjeu. Il convient aussi de mettre en évidence le lien étroit qui existe entre le développement écono-

mique et les ressources en énergies fossiles, pétrole et gaz.

Tout comme il est essentiel de tenir compte des conséquences climatiques des émissions de gaz à effet de serre. Toutes les études montrent que la majeure partie du réchauffement climatique observé au cours des cinquante dernières années est due aux activités humaines.

Enfin, l'évolution du prix de l'énergie a déjà et aura de plus en plus d'influence sur le budget des ménages. Les plus modestes sont les premiers touchés.

La part des produits pétroliers est plus élevée dans le département (53,90 %) que dans le reste du pays (50 %). Plusieurs facteurs expliquent cet écart : un taux de motorisation des ménages plus important, une distance domicile travail plus élevée et une plus forte consommation de fioul liée à la dispersion de l'habitat.

En revanche, pour le gaz naturel, la consommation reste

SUITE PAGE 2

## Blog : en avoir ou pas ?

**Aucune élection ne s'est jamais jouée sur internet. Pourtant, parce que ce média constitue une source d'informations de plus en plus utilisée et parce que, dans le Finistère, les socialistes sont très présents sur la toile, les candidats aux élections municipales et cantonales ne doivent pas négliger cet outil.**

Le 18 décembre, Sylvain Elies, secrétaire fédéral à la formation et aux NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication), a animé une réunion consacrée à l'usage d'internet dans les campagnes électorales. Il y a un an, une réunion similaire avait été organisée dans la perspective de la présidentielle et des législatives. Le ton à l'époque était nette-

ment plus euphorique. Selon les "experts" des nouvelles technologies, les élections se joueraient désormais dans le monde virtuel. Finis les tracts, les affiches et les réunions publiques. Les candidats ne feraient plus de porte-à-porte mais échangeraient avec les électeurs par écrans interposés.



Sylvain Elies

L'expérience, tirée des élections de 2007, a grandement contribué à refroidir les ardeurs. Certes, tous les grands événements des campagnes de Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy étaient retransmis sur leurs sites. Le grand concert de Charley pouvait être vu de partout dans le monde. Mais ce n'est pas là que s'est jouée l'élection.

SUITE PAGE 2

### CAP FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand  
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 03/01/2008



**PRESSE URGENTE**  
DISTRIBUÉE PAR  
LA POSTE

## EN CLAIR !

**Les faits sont têtus.**

*Les responsables gouvernementaux multiplient les vœux mais la réalité est là. Candidat du pouvoir d'achat, Nicolas Sarkozy doit être jugé sur ses résultats. Or, il n'a su ni relancer la croissance, elle se situe en dessous de 2 %, ni maîtriser l'inflation, qui dépasse largement 2 %, et pas davantage réduire l'endettement public qui atteint le niveau record de 65 % de la richesse nationale. Aussi le pouvoir d'achat est-il rogné de partout : les salaires et les retraites stagnent, les prix flambent. Et, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, malgré les plans votés à la hâte, il n'y a pas un euro de plus dans le porte-monnaie des Français. Pire le prix du gaz a augmenté de 4 % et les malades doivent acquitter une taxe supplémentaire. En fait la seule rupture qu'a réussie Sarkozy, c'est celle avec ses promesses.*

# Gouverner, c'est prévoir (suite)

## Un risque d'effondrement du réseau existe

\*\*\* inférieure à la moyenne nationale. Là encore, la dispersion de l'habitat est mise en avant. En effet, une grande partie de la population n'est pas encore raccordée au gaz naturel. Cependant, l'écart va s'atténuer puisque le taux de croissance annuel moyen se situe à 3,50 % en Bretagne contre 2,40 % dans le reste du pays.

Il en va de même pour la consommation d'électricité qui progresse en de 2,70 % par ans contre 2,10 % en France.

A quoi sert cette énergie ? D'abord à l'habitat (42,20 %). Ensuite aux transports (38,9 %), puis à l'industrie (13,60 %) et enfin à l'agriculture (4,90 %).



Des modes de déplacement à repenser

Or, une très faible part est produite dans la région. Le gaz, qui provient d'Algérie, d'Égypte ou du Nigeria, est débarqué à Montoir-de-Bretagne, en Loire-Atlantique, avant d'être distribué via un gazoduc. Le pétrole est acheminé par bateaux (46 %) dans les ports de Brest, Lorient ou Saint-Malo, par pipeline (27 %), par camions (25 %) ou par rail (2 %).

La seule production d'énergie est électrique mais ne représente que 6 % de la consommation régionale (12 000 GWh pour 21 000 GWh). L'usine marémotrice de la Rance produit 580 GWh, les centrales thermiques de Dirinon et Brennilis 370 GWh et les fermes éoliennes 250 GWh.

Ce ne sont ni les élus Bretons, ni les élus Finistériens qui peuvent intervenir sur l'indépendance énergétique par rapport au pétrole ou au gaz. En revanche, ils doivent apporter rapidement des solutions à la question de la sécurisation de l'approvisionnement en électricité. Deux sites de productions alimentent le Finistère : Corde-mais, en Loire-Atlantique, pour le sud du département, et Flamanville dans la Manche, pour le nord. Or, les lignes sont proches de la saturation. Un risque d'effondrement du réseau existe selon RTE (Réseau de Transport d'Électricité) à l'horizon de 2010.

Des réponses à court terme vont être apportées. Notamment la construction d'un site de production à Ploufragan (22), mais, si la demande d'électricité progresse de 2,50 % par an, d'ici 7 à 10 ans, d'autres investissements s'avéreront nécessaires.

Pour répondre à ces enjeux, deux types de réponses sont possibles. D'abord maîtriser la demande d'énergie. Cela passe par l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments neufs et existants et le développement et l'adaptation des modes de transports et de déplacements.

Ensuite, soutenir la production d'énergie décentralisée et renouvelable.

Dans le Finistère, la publication de ce rapport a confirmé la pertinence des choix effectués par les élus dans l'agenda 21 voté en juillet 2006. 47 actions ont été identifiées dans ce document dont 22 concernent la maîtrise de l'énergie, 13 la production d'énergie renouvelable et 11 l'information et le soutien à la recherche.

Cependant, dans les mois qui viennent, la question de la construction de nouveaux sites de production électriques pourrait être posée "à l'ouest de Vannes" se contente d'indiquer, sans plus de précision pour l'instant, RTE. Le souvenir de Plogoff est encore dans tous les esprits et, à de multiples reprises, les Finistériens ont réaffirmé leur refus du nucléaire.

Dès le début de l'année 2008, quatre groupes de travail vont se mettre en place afin de préciser les priorités et de définir un programme d'action opérationnel. Le premier groupe s'attachera à rechercher des solutions à long terme pour sécuriser l'approvisionnement en électricité. Le deuxième réfléchira à la maîtrise de la demande d'énergie. Le troisième se concentrera sur la production d'énergie décentralisée et renouvelable et le quatrième planchera sur la mobilisation des acteurs et de la population.

Pleinement informés des enjeux, chaque finistérien devra prendre ses responsabilités.



Des énergies renouvelables à encourager

# Blog : en avoir ou pas ? (suite)



Le site ps29.org

\*\*\* En effet, les blogs ou les sites internet ne constituent qu'un élément parmi d'autres dans le dispositif de campagne que déploient les candidats. "Il ne faut ni surestimer, ni sous-estimer l'impact d'internet", a résumé Sylvain Elies. Internet peut amplifier un événement, mais pas le créer. Certes, on peut citer quelques exemples, essentiellement américains, de candidats qui ont vu leur cote de popularité chuter après la diffusion d'images sur le web. Mais cela reste très anecdotique.

Les socialistes sont pourtant, et de loin, les plus actifs sur le net dans le Finistère. Ils étaient les premiers à s'y installer et ils ont conservé leur avance. Avec le site

**Les socialistes sont les plus présents sur internet**

www.ps29.org, les 25 blogs de militants, les blogs de sections, les sites des parlementaires, ceux des groupes d'élus ou de l'UESR (\*), les internautes peuvent en quelques clics trouver les informations qu'ils souhaitent sur le PS.

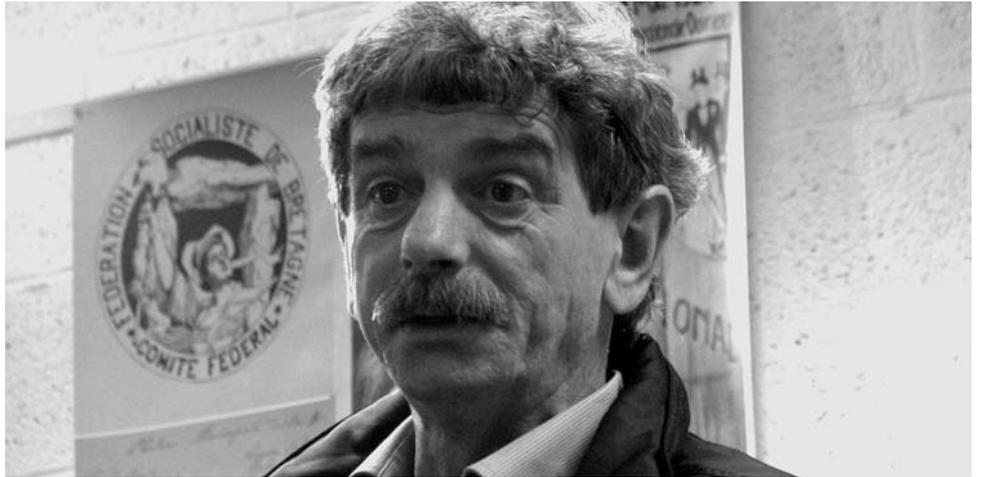
Aucune autre organisation politique ne peut revendiquer une telle présence.

Alors, faut-il que tous les candidats aux cantonales ou toutes les listes municipales investissent dans un blog ? C'est une réponse mitigée qu'a apportée Sylvain Elies à cette question. "Dans les grandes villes comme Brest ou Quimper, c'est indispensable. Dans des communes plus modestes, si vos adversaires sont déjà présents sur le net et que vous comptez, dans votre équipe, quelqu'un qui connaît cette technologie, alors, vous pouvez vous lancer. Sinon, utilisez plutôt votre énergie dans le porte-à-porte, la distribution de tracts sur les marchés et les réunions publiques".

(\* La liste des liens vers les sites et les blogs socialistes dans le Finistère est en ligne sur [www.ps29.org](http://www.ps29.org)

## Francis Estrabaud : candidat de la ruralité

Francis Estrabaud fait partie des 13 candidats aux cantonales qui se présentent pour la première fois. C'est lui qui défendra les couleurs de la majorité départementale dans le canton de Sizun. Agé de 58 ans, originaire du Tarn, cet inséminateur est installé à Commana depuis 1971. Il a adhéré au Parti Socialiste au début des années 90. Adjoint au maire chargé de la voirie, il mènera également la liste de gauche aux municipales dans sa commune, puisque le maire PS, Raymond Lever, a décidé de ne pas se représenter.



*Le canton de Sizun doit revenir à gauche*

Avec sa remplaçante, Yveline Olivre, infirmière à Sizun, Francis Estrabaud veut, dans les quatre communes (Locmélar, Sizun, Commana et Saint-sauveur) de ce canton d'un peu moins de 4 000 habitants, défendre les orientations du Conseil général en tenant compte des spécificités de cette partie rurale du Finistère. *"Ici nous mesurons bien l'importance des services publics et cette question sera au cœur de notre campagne"*. Tous les habitants du canton sont concernés, et notamment les personnes âgées.

Dans le domaine des transports, le bilan du Conseil général est unanimement salué. Mais peut-être faudra-t-il regarder si de nouvelles liaisons, vers Landivisiau d'un côté et vers Landerneau de l'autre en particulier, ne seraient pas pertinentes.

Dans ce canton rural, Francis Estrabaud, qui connaît bien le monde agricole, mettra particulièrement en avant les engagements de la majorité départementale pour une

agriculture durable, respectueuse de l'environnement. *"D'autant qu'une entreprise importante de mise en bouteille d'eau des Monts d'Arrée est implanté chez nous"*, précise le candidat.

*"Nous abordons cette campagne avec détermination"*, précise le secrétaire de section, Bernard Pellé. *"Durant des années, ce canton fut à gauche, il le redeviendra en mars prochain"*.



## Magache.net

Avec  
Maxime des Gayets

**"Magache.net, les idées qui font la gauche" est un site internet qui donne la parole à des dirigeants de gauche, du PS ou des Verts ou des universitaires.**

Pour Maxime des Gayets, président de Réso (Réformistes et solidaires) à l'origine de cette initiative, la refondation de la gauche passe par la confrontation des idées entre les militants politiques, associatifs et syndicaux.

**Cap Finistère : D'où vient l'idée de ce site internet ?**

**Maxime des Gayets :** Il s'agit du prolongement d'une initiative que nous avons prise au lendemain de la défaite du 6 mai. Nous avons publié un livre intitulé "La gauche dans le texte. 118 idées qui fondent la gauche". Selon nous, pour que la gauche se remette debout, elle a

besoin d'espaces de confrontation où puissent s'exprimer toutes ces composantes : associatives, syndicales ou politiques. C'est pour cela qu'il nous est apparu essentiel de mettre en place un portail coopératif qui permette à chacun de contribuer à ce projet.

**Cap Finistère : Vous avez demandé à plusieurs personnalités de donner leur définition de la gauche. Quel est le point commun entre leurs réponses ?**

**Maxime des Gayets :** C'est avant tout l'opposé du renoncement. Pour eux, le cœur de la gauche, c'est de bousculer l'ordre établi pour la justice sociale. Elle a besoin de retrouver un nouveau souffle et une ambition, perdue ces dernières années.

**Cap Finistère : Pourquoi mettez-vous en avant la question du logement ?**

**Maxime des Gayets :** Parce qu'il s'agit d'une des premières préoccupations des

Français, à la fois à cause du déficit de logements sociaux mais aussi en raison de l'augmentation des loyers. C'est un enjeu majeur pour la gauche. Il existe des outils mais la volonté politique est indispensable. Déjà, il faudrait que tous les élus, y compris à gauche, respectent la règle des 20 % de logements sociaux de la loi SRU. Dès maintenant, il serait possible d'encadrer les loyers comme ce fut le cas avant 1989. Mais il faut faire preuve de volonté politique.

**Cap Finistère : Votre initiative se situe aux frontières du PS. Pourquoi pas à l'intérieur du PS ?**

**Maxime des Gayets :** D'abord parce que Réso, à l'initiative de ce site, ne rassemble pas que des militants socialistes. Aujourd'hui le débat que nous posons concerne tous les partis de gauche. Ils doivent tous se remettre en cause. Il nous semble que le Parti Socialiste, qui n'a pas encore engagé sa rénovation, ne peut pas tourner le dos aux militants associatifs et syndicaux. Il existe actuellement un vide et nous avons voulu, grâce à ce livre et ce site, tisser de nouveaux liens

## Rendez-vous

### 5 janvier

Séminaire des candidats socialistes aux cantonales, au village-vacances Ker Beuz à Trégarvan.

### 12 et 13 janvier

Week-end de formation : "Prise de parole" et "conduite de réunion" pour les candidats aux municipales et cantonales, inscriptions au 02 98 43 44 39.

### 14 janvier

De 18 h 00 à 20 h 30, salle Polyvalente à Hanvec, Formation municipale de l'UESR sur l'agriculture.

### 25 février

Ouverture de la campagne officielle pour les élections municipales et cantonales.

### 9 mars

Premier tour des élections municipales et cantonales.

### 16 mars

Second tour des élections municipales et cantonales.

## S'abonner :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement  Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :  
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :

Fédération du Finistère  
du Parti Socialiste.

## Les 5 engagements des candidats socialistes et républicains

La fédération nationale des élus socialistes et républicain (FNESR) et le Parti Socialiste ont adopté, le 14 décembre, un manifeste municipal et cantonal pour les élections de 2008. Ce texte met en avant cinq engagements.

D'abord : **La réussite scolaire pour tous.** "Nous proposerons une prise en charge éducative globale, scolaire, sportive et culturelle, en partenariat avec l'Éducation nationale, pour assurer l'accompagnement individuel et la réussite de tous les jeunes. Nous demanderons à l'État d'assumer ses responsabilités et de co-financer cette prise en charge éducative".

Ensuite : **Des territoires dynamiques et écologiques.** Les aides des collectivités aux implantations d'entreprises et les marchés publics seront conditionnés à des normes environnementales ainsi qu'à des clauses spécifiques en faveur de l'emploi des jeunes et des seniors.

"Nous développerons les transports en commun en "site propre" afin de désenclaver nos villes, nos quartiers et nos territoires en respectant l'environnement.

Nous engagerons une démarche "d'agenda 21 local" afin de faire du développement durable une démarche partagée avec les citoyens et une priorité effective".

Les candidats socialistes et républicains s'engagent à créer des logements pour tous. "Nous conditionnerons l'attribution des permis de construire pour les projets d'habitat collectif à deux obligations : d'abord la construction de 20 % au moins de logements sociaux dans tout nouveau programme de construction ou de rénovation, là où ils font défaut. Ensuite l'intégration des normes écologiques, notamment celles qui répondent aux conditions du label Haute Performance Énergétique".

Les candidats socialistes et républicains renforceront l'économie sociale et solidaire par le soutien aux associations et entreprises intermédiaires, la création de services aux familles, personnes âgées et handicapées et le développement du micro-crédit.

"Nous nous engagerons afin de garantir une présence médicale,

notamment dans les quartiers populaires et les zones rurales".

Les socialistes agissent au quotidien en faveur du respect des personnes, des biens et de la sécurité.

Compte tenu de la baisse des effectifs de police et de gendarmerie, accentuée ces deux dernières années, "nous exigeons le renforcement des effectifs et le rétablis-

sement de la police de proximité affectée aux quartiers. Afin de lutter contre le sentiment d'isolement, notamment la nuit, nous mettrons en place des correspondants de nuit et nous créerons également des réseaux d'alerte dans les lieux publics particulièrement exposés".

Le manifeste est en ligne sur le site [www.ps29.org](http://www.ps29.org)

## Annonces légales & judiciaires

"FURIC MARÉE"  
ancienne dénomination sociale  
"FURIC MARÉE OCÉALLIANCE"  
nouvelle dénomination sociale  
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 120 000 € transformée en Société par Actions Simplifiée à capital variable.  
Siège social : 1, rue Jacques de Thézac  
29730 LE GUILVINEC  
RCS QUIMPER B 375 580 271

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires en date du 26 novembre 2007 a décidé :

- De modifier à compter du même jour la dénomination sociale de la Société qui sera désormais "FURIC MARÉE OCÉALLIANCE", aux lieu et place de "FURIC MARÉE".

- De transformer à compter du même jour la Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance en une Société par Actions Simplifiée sans création d'un être moral nouveau et d'adopter les statuts de la Société sous sa nouvelle forme.

L'objet de la Société, sa durée, la date de clôture de son exercice social et son siège social demeurent inchangés.

La transformation de la Société en S.A.S. a mis fin à effet immédiat au mandat de chacun des membres du Conseil de Surveillance et à celui du Directeur Général Unique.

**Capital social :** Actuellement de 120 000 € divisé en 8 000 actions 15 € chacune de valeur nominale, il peut varier entre un minimum de 37 000 € et un maximum de 2 500 000 €.

**Commissaire aux Comptes :** La Sarl CABINET PICAUVET LE DAIN, titulaire et M. Patrick LE DAIN, suppléant, sont maintenus dans leurs fonctions pour la durée restant à courir de leur mandat.

**Présidence de la Société :** La Société Financière de Développement, par abréviation "SOFIDEV", SAS au capital de 352 560 €, ayant son siège : 1, rue Jacques de Thézac au GUILVINEC - R.C.S. Quimper B 438 778 698, représentée à titre permanent par M. Jean Francis KERVEILLANT désigné à cet effet, est désignée en qualité de premier Président de la Société sous sa forme nouvelle, pour une durée non limitée.

**Cession d'actions :** Libres entre actionnaires ; toutes autres cessions y compris

transmissions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint soit à un ascendant ou à un descendant est soumise à respect du droit de préemption conféré aux actionnaires et à agrément par voie de décision collective des actionnaires.

**Formalités modificatives :** R.C.S. de Quimper.

Pour avis  
La Présidente.

"SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE DÉVELOPPEMENT"  
ancienne dénomination sociale  
"OCÉALLIANCE"  
Société Financière de Développement"  
nouvelle dénomination sociale  
Société par Actions Simplifiée au capital social de 352 560 € devenue Société par Actions Simplifiée à capital variable.  
Siège social : 1, rue Jacques de Thézac  
29730 LE GUILVINEC  
RCS QUIMPER B 438 778 698

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires en date du 7 décembre 2007 a décidé :

- De modifier à compter du même jour la dénomination sociale de la Société qui sera désormais "OCÉALLIANCE Société Financière de Développement", par abréviation "OCÉALLIANCE Sofidev", aux lieu et place de "SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE DÉVELOPPEMENT", par abréviation "SOFIDEV", et de modifier en conséquence l'article 3 - "Dénomination sociale" des statuts de la Société.

- D'adopter le nouveau texte des statuts de la Société, dans le cadre d'une refonte de ceux-ci.

L'objet de la Société, sa durée, la date de clôture de son exercice social et son siège social demeurent inchangés ; il en est de même des clauses afférentes aux cessions d'actions.

**Capital social :** Il est variable entre un minimum irréductible de 37 000 € et un maximum de 3 000 000 €.

**Direction Générale de la Société :** Le Président peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux investis, sauf disposition contraires inopposables aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

**Formalités modificatives :** R.C.S. de Quimper.

**Désignation d'un Directeur Général :** Aux termes d'un procès verbal du Président de la Société, en date du 7 décembre 2007, un Directeur Général a été désigné pour une durée non limitée en la personne de M. Jean Francis KERVEILLANT, domicilié 4, hameau de Kerloulouarn à PONT L'ABBÉ.

Pour avis  
Le Président : Christian RONARC'H.

## Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
Alain QUEFFLEC

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST  
Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03  
CPPAP 1207 P 11428